



Accord d'entreprise relatif au PLAN D'EPARGNE D'ENTREPRISE

Modifié par les avenants

- n°1 du 14 septembre 2010**
- n°2 du 30 août 2012**

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Définition

Le plan d'épargne de la Banque de France est un système d'épargne collectif permettant au personnel de participer, avec l'aide de la Banque, à la constitution d'un portefeuille de valeurs mobilières.

1.2. Champ d'application

1.2.1. Participation au plan

Peuvent adhérer au plan d'épargne les agents ayant une ancienneté minimale de trois mois. Ils bénéficient du plan dans les conditions définies par le présent accord.

1.2.2. Situation des agents ayant quitté définitivement la Banque

Ils peuvent conserver leur plan mais ne peuvent plus bénéficier du versement complémentaire, ou "abondement" de la Banque.

Les agents ayant quitté la Banque à la suite d'un départ à la retraite peuvent effectuer de nouveaux versements. Les autres agents ne peuvent plus effectuer de versements volontaires, à l'exception de leurs quotes-parts d'intéressement et de participation afférentes à leur dernière période d'activité, si celles-ci ont été versées après leur départ de l'entreprise.

2. ALIMENTATION PAR LES ADHERENTS

2.1. Types de versements

2.1.1. Versements volontaires

Les adhérents peuvent effectuer des versements périodiques et apériodiques.

Les versements périodiques peuvent être mensuels, trimestriels, ou semestriels. Ils sont prélevés sur un compte bancaire désigné à cet effet le 27 du mois (ou le premier jour ouvrable précédent si celui-ci est férié).

L'engagement de versements périodiques peut être révisé à tout moment.

L'engagement prend obligatoirement fin lorsque l'adhérent quitte la Banque pour démission ou licenciement. Il ne prend pas fin lorsque l'adhérent part à la retraite ; il doit y mettre fin expressément s'il le souhaite auprès du Teneur de Compte Conservateur de Parts.

A tout moment, les adhérents peuvent effectuer des versements volontaires supplémentaires dans le fonds ou les fonds choisis.

2.1.2. Intéressement

L'adhérent peut affecter tout ou partie de sa prime d'intéressement dans le plan.

Le versement intervient dans le délai prévu par la réglementation en vigueur, fixé à 15 jours calendaires à la date d'entrée en vigueur du présent accord. Ce délai court à compter de la date d'attribution figurant sur l'avis d'attribution adressé à l'agent. La date limite de versement figure dans l'avis d'attribution.

2.1.3. Participation

L'adhérent peut affecter tout ou partie des sommes issues de la réserve spéciale de participation au plan d'épargne, y compris les sommes issues des droits inscrits en compte bloqué à l'issue de la période de blocage.

Le délai dans lequel doit s'exercer l'option de placement et le choix entre les différentes formules de placement sont précisés annuellement par voie de circulaire.

2.2. Affectation des sommes

Chaque adhérent peut choisir d'effectuer des versements à tout ou partie des fonds commun de placement énumérés à l'article 4.2.

L'arbitrage de parts d'un fonds commun de placement acquises antérieurement contre des parts d'un autre fonds commun peut être demandé à tout moment dans les conditions résultant des délais habituels des opérations sur FCPE et précisées par le teneur de compte.

2.3. Montant maximum annuel de versement

Le montant annuel des versements de toute nature ne peut excéder un quart des émoluments bruts annuels d'activité ou de retraite de l'adhérent. Les sommes transférées vers le plan d'épargne à l'issue de la période de blocage de la participation placée en compte courant bloqué ne sont pas prises en compte dans ce plafond.

3. ABONDEMENT DE LA BANQUE

La Banque complète les versements volontaires des agents, l'intéressement et la participation par un abondement proportionnel à ces versements. Les sommes transférés en plan d'épargne issus des droits inscrits en compte courant bloqué ne donnent pas lieu à abondement.

Le montant de l'abondement maximum annuel susceptible d'être attribué à un adhérent est fixé à 1100 euros.

Ce taux est de 150 % sur les 400 premiers euros versés et de 130% sur les sommes suivantes jusqu'à obtention de l'abondement maximum de 1100 euros.

L'abondement est affecté mensuellement à chacun des fonds commun de placement proportionnellement aux versements du mois.

4. COMPOSITION ET GESTION DU PLAN

4.1. Fonds communs de placement

Toutes les sommes versées au plan d'épargne sont destinées à alimenter des fonds communs de placement, gérés conformément à la législation en vigueur et aux orientations fixées à l'article suivant.

Chaque fonds est un ensemble de valeurs mobilières et de disponibilités qui sont la propriété indivise des adhérents.

Le règlement de chacun des fonds, établi par le gérant et le dépositaire, est annexé au présent accord.

4.2. Orientations des placements

Les fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) créés en application du présent accord et de l'accord de participation du 25 juin 1975 sont :

- FCPE-BDF - Fonds A Obligations, dont les placements sont orientés vers les valeurs à revenu fixe ;
- FCPE-BDF - Fonds B Actions françaises, dont les placements sont orientés vers les valeurs à revenu variable ;
- FCPE BDF Fonds D Monétaire, dont les placements sont orientés vers des actifs de type monétaire ;
- FCPE-BDF - Fonds E Actions européennes, dont les placements sont orientés vers des valeurs à revenu variable ;
- FCPE-BDF - Fonds S Diversifié-Solidaire, dont les placements sont orientés vers des actifs diversifiés sur les marchés d'actions et de taux comprenant entre 5 et 10 % de titres d'entreprises solidaires.

4.3. Fonctionnement du plan

La tenue de registre est assurée par la Banque de France, qui recense toutes les personnes autorisées à posséder un compte d'épargne salariale.

La Tenue de Compte Conservation de Parts (TCCP) est assurée, à la date d'entrée en vigueur du présent accord, par Groupama Épargne Salariale. Le Teneur de Compte Conservateur de Parts est chargé des diligences découlant de la tenue des comptes et de l'envoi aux adhérents des notifications et avis divers prévus par la réglementation.

Les frais de fonctionnement du plan d'épargne sont assumés par la Banque pour les opérations habituelles en matière d'épargne salariale. Le tarif appliqué aux épargnants pour certaines opérations est communiqué par le Teneur de Compte Conservateur de Parts.

5. INDISPONIBILITE DES SOMMES

A l'exception des sommes provenant du transfert des droits de participation inscrits en compte bloqué lorsque ceux-ci deviennent disponibles, les sommes ou valeurs affectées au plan d'épargne sont bloquées pendant cinq ans.

Toutefois, leur délivrance peut intervenir sans délai, quelle que soit l'année de leur acquisition, dans les cas prévus par la législation en vigueur.

6. REGIME FISCAL

Les revenus et produits de toutes les sommes versées au plan d'épargne suivent les règles fiscales en vigueur.

A la date d'entrée en vigueur de l'accord, l'abondement versé par la Banque ainsi que les revenus et produits des sommes versées au plan d'épargne sont exonérés de l'impôt sur le revenu établi au nom des adhérents. Les investissements effectués dans le cadre du plan d'épargne ne sont pas soumis aux dispositions de la loi n° 78-688 du 5 juillet 1978 sur l'imposition des gains nets en capital.

7. DISPOSITIONS DIVERSES

7.1. Suivi de l'accord

Une commission de suivi, qui se réunit à la convenance des parties signataires et au moins une fois par an, a pour mission de s'assurer des conditions d'application du présent accord et de contribuer à la résolution des différends qui pourraient survenir.

Présidée par un représentant de la Direction Générale des Ressources Humaines, la commission de suivi est composée de trois membres de l'administration, dont le président, et de deux représentants de chaque syndicat signataire.

7.2. Durée de l'accord

L'accord est conclu pour une durée indéterminée. Il est révisable selon les conditions fixées par l'article L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. Les conditions de sa dénonciation sont celles prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail.

7.3. Entrée en vigueur de l'accord

L'accord entre en application à la date du 1^{er} juin 2010. A cette date, il annule et remplace l'accord d'entreprise du 27 mars 1981 relatif au plan d'épargne d'entreprise.

7.4. Dépôt de l'accord

L'accord est déposé auprès de la Direction départementale du travail et de l'emploi de Paris.

Fait à Paris, le 21 avril 2010

Pour le Syndicat National du Personnel
des Cadres et de la Maîtrise de la Banque
de France (C.F.E.-C.G.C.)

Jacques DURAND

Le Gouverneur
de la Banque de France

Christian NOYER

Pour le Syndicat du personnel
Et des employé s des œuvres sociales diverses
Banque de France (C.F.T.C.)

Marylène FUMERON

Pour le Syndicat Force Ouvrière de la
Banque de France (F.O.)

Dominique DELPOUY

Pour l'Union Nationale des Syndicats Autonomes
de la Banque de France (UNSA-BDF)

Daniel SAUGER

Pour le Syndicat National Autonome du
personnel de la Banque de France
Solidaires (SNABF Solidaires.)

Danielle BRUNELLE